



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ATLANTIQUES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer
service Urbanisme et Risques**

Bayonne, le 05 octobre 2023

Monsieur,

Vous m'avez transmis le 05 septembre 2023 pour avis, conformément aux dispositions de l'article L. 422-5 du code de l'urbanisme, la demande de permis d'aménager n° 064 407 23B0002 déposée par la société d'équipement des Pays Adour (SEPA) au sein du centre européen de fret (CEF) sur la commune de Mouguerre pour un projet se situant sur les parcelles cadastrées BL n°32, 36, 40, 41, 42, 45, 46, 48 49, 78 à l'intérieur du périmètre de prise en considération des études d'élaboration du Grand Projet ferroviaire du Sud-Ouest (GPSO), délimité par arrêté préfectoral du 16 octobre 2020.

Plus précisément, ces parcelles se situent dans les emprises nécessaires au dévoiement de la route départementale 312 (RD 312), lié au tracé de la ligne nouvelle arrêté par les décisions ministérielles du 30 mars 2012 et du 23 octobre 2013. En conséquence, au stade actuel de définition du projet ferroviaire, l'aménagement et les nouvelles constructions prévues par la SEPA compromettraient ou rendraient plus onéreuse la réalisation future du GPSO et devraient se voir opposer un sursis à statuer en application de l'article L. 424-1 du code de l'urbanisme.

Cependant, compte tenu des enjeux liés à l'extension du CEF, les différents acteurs (conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques, communauté d'agglomération Pays Basque, SEPA, DDTM, SNCF Réseau) se sont réunis pour chercher une solution permettant d'envisager cette extension, sans compromettre ou renchérir le projet ferroviaire.

Une étude produite par la SEPA (jointe au présent avis) conclut à la faisabilité technique d'un rétablissement de la RD 312 construit « en place » sans conséquence sur le projet d'extension du CEF. Cette solution technique est en revanche assujettie à une coupure du trafic sur cet axe durant la réalisation des travaux de rétablissement.

Dans l'objectif de limiter l'impact de cette coupure, la SEPA a proposé une hypothèse de construction d'une voirie supplémentaire, raccordée sur un giratoire situé sur la RD 312, qui permettrait une amélioration du fonctionnement du réseau viaire durant les travaux. En revanche, la faisabilité de cette hypothèse, dans des conditions techniques, environnementales et économiques acceptables pour le GPSO, ne peut pas être validée aujourd'hui par SNCF Réseau, dans la mesure où les études de détails de la ligne Dax-Hendaye seront réalisées ultérieurement selon les décisions prises sur le projet.

Le conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques a donné son accord par courrier du 03 octobre 2023 à une solution de rétablissement « en place », même si celle-ci conduisait à une coupure totale de la RD 312 pendant la durée des travaux. Dans cette hypothèse, SNCF Réseau rechercherait le moment

venu toutes les dispositions (massification des travaux de nuit, alternat des circulations, etc.) pour minimiser la durée de cette coupure.

Compte tenu de ces éléments, SNCF Réseau n'émet pas d'objection à la demande de la SEPA, sous condition du respect des termes du courrier du conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques du 03 octobre 2023 et de la note technique de la SEPA du 29 septembre 2023.

En l'état, le pétitionnaire doit être informé que le projet entraînera une modification du schéma de rétablissement de la RD 312 prévu initialement dans le cadre du GPSO, la réalisation du rétablissement en place dorénavant envisagé générant des coupures totales de circulation durant les travaux (ainsi que validé par le conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques dans sa lettre).

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le préfet et par délégation
Le directeur adjoint
départemental des territoires
et de la mer



Gilles PAQUIER

Monsieur le Responsable du pôle territorial Nive-Adour
de la communauté d'agglomération Pays Basque
Parc d'activités de Lahonce
64, Rue Mayzounave
64990 Lahonce